la cgt ÉNERGIE ISERE

# 1936, 1946-1948, 1968 : les droits sociaux se gagnent par la mobilisation.

## 1936



Les grèves du Front populaire permettent des hausses de salaire de **7 à 15 %, deux semaines de congés payés** et la semaine **de 40 heures.**

Les opposants dénoncent le coût des réformes et les risques pour l'économie.

> **« Plutôt Hitler que le Front populaire »**

Une formule d'hostilité politique, dont l'attribution reste incertaine.

## 1946-1948



Les travailleurs obtiennent plusieurs revalorisations salariales, largement menacées par l'inflation, sans nouvelle semaine de congés payés généralisée.

Face à eux, on invoque la reconstruction, la nécessité de produire davantage et la hausse des prix.

> **« Certaines grèves poursuivent des objectifs politiques »**

La répression frappe particulièrement les mineurs en 1948.



## 1968



La mobilisation étudiante et les grèves ouvrières débouchent sur environ **35 % d'augmentation du Smig,** des hausses générales atteignant **10 % sur l'année** et de nouveaux droits syndicaux.

La quatrième semaine de congés payés sera généralisée en 1969.

> ***En face reviennent les mêmes arguments : coût du travail, inflation, compétitivité.***



## Aujourd'hui

**La mobilisation de la jeunesse rejoint celle du monde du travail.**

En dix ans, de 2016 à 2025, le PIB français a progressé d'environ **12,8 %** hors inflation, tandis que les prix ont augmenté d'environ **21%.**

**+12,8 %** PIB (hors inflation) (2016-2025)

**+21 %** Prix (2016-2025)

Les salaires ont augmenté en euros, mais le reste à vivre quant à lui stagne voir **diminue** dans certaines **professions.**



Pendant ce temps, les groupes du CAC 40 ont reversé **107,5 milliards d'euros** aux actionnaires en 2025.

> ***La répartition des richesses est un choix politique.***

***Augmenter les salaires est une absolue nécessité pour vivre dignement.***

Cela doit renforcer notre protection sociale, sans sacrifier les cotisations qui financent nos droits.



# Le mardi 17 novembre 2026, mobilisons-nous

## pour les salaires, la protection sociale et les services publics !